

<https://www.elcorreo.eu.org/SOLIDARITE-ET-MEMOIRE-EUROPEENNES-AVEC-L-ARGENTINE-En-Europe-on-se-souvient-du-coup-d-Etat-de-1976-et-on-denonce-Milei>

SOLIDARITE ET MEMOIRE EUROPEENNES AVEC L'ARGENTINE : En Europe, on se souvient du coup d'État de 1976 et on dénonce Milei

Date de mise en ligne : dimanche 8 mars 2026

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La répression brutale de Videla, Massera et Agosti n'est pas oubliée. Pas plus que le souvenir des jeunes disparus et torturés. Mars est le mois du souvenir et de la solidarité, en lettres capitales. À ce moment charnière de l'histoire politique, et exactement un demi-siècle après le dernier coup d'État en Argentine, cette solidarité s'exprime aujourd'hui de deux manières : la défense de la Mémoire, de la Vérité et de la Justice, et la dénonciation du projet antisocial du gouvernement Milei actuel.



Une déclaration percutante

Pour la cinquantaine d'organisations argentines, latino-américaines et suisses qui ont signé la déclaration « [Du coup d'État de 1976 au projet néolibéral de Milei](#) », il s'agit de démasquer devant l'opinion publique un projet économique-social qui présente de grandes similitudes avec presque une continuation avec celui des militaires de l'époque.

Élaborée conjointement par **Nunca Más**, **Argentinos para la Victoria Provincia 25** (section suisse), l'association **El Periscopio** d'anciens prisonniers politiques de **Coronda**, le **Jardin des Disparus**, **Latino Lab** et **AMIS**, cette déclaration a également reçu le soutien de personnalités politiques et sociales suisses de premier plan, notamment des sénateurs et des députés nationaux, ainsi que des dirigeants des principaux syndicats.

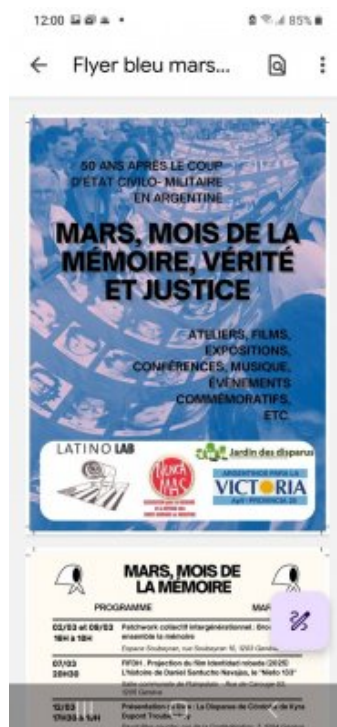
Nombre de ces soutiens furent immédiats, certains accompagnés d'arguments. L'ancienne députée nationale [Anne-Catherine Menetrey](#), par exemple, a écrit :

« Bien sûr, je signe cette déclaration avec joie ! Elle est si importante, non seulement en raison de cette date commémorative, mais aussi à cause des sombres perspectives que nous réservent les nouveaux dictateurs prédateurs et l'évolution politique du monde, notamment en Amérique Latine. Il est terrifiant de constater la terreur que répand Donald Trump, qui nous laisse abasourdis et impuissants ».

Ou encore le dirigeant du principal syndicat suisse qui a approuvé la Déclaration, remerciant infiniment les promoteurs « pour ce grand engagement militant ».

Du 2 mars à la fin du mois, une douzaine d'activités variées se déroulent à Genève et à Berne, parmi lesquelles un projet de broderie patchwork commémoratif, des présentations de livres et des projections de films, un colloque universitaire et une visioconférence avec le collectif INTERMESAS des Lieux de mémoire en Argentine. Plusieurs

autres organisations organisent également un événement [politique et culturel](#) le 24 mars dans la capitale suisse, consacré à la situation actuelle en Argentine au sein d'un « **continent menacé** ».



Pour la professeure [Marcella Camerano](#), Argentine résidant en Suisse, militante des droits de l'homme et membre d'**Argentinos para la Victoria-provincia 25**, en ce 50e anniversaire du coup d'État de 1976, la principale tâche de l'Europe est de se souvenir, de mettre à jour et de revitaliser l'activisme de base avec les acteurs sociaux les plus dynamiques en Argentine.

[(« Fondamentalement, pour témoigner de notre solidarité avec l'engagement d'une grande partie de la société argentine envers la Mémoire, la Vérité et la Justice, qui fut et demeure le fil conducteur de cette lutte pour les droits de l'homme ».

Cet engagement, souligne Camerano, fait de l'Argentine un « *véritable exemple international du travail quotidien mené pour que la mémoire collective l'emporte sur l'oubli et le déni* ». Il s'agit sans aucun doute d'un défi particulier, précisément « *à l'heure où le projet de Milei vise, entre autres objectifs, à imposer le négationnisme comme idéologie dominante et à justifier les crimes de la dictature* ». En effet, explique Camerano, ce projet « *nie l'État de droit, la diversité et la lutte des femmes pour l'égalité des sexes* ». De plus, « *il ignore le réchauffement climatique et fait fi des organisations multilatérales internationales et de leurs programmes* fondés sur le consensus, tels que l'Agenda 2030 ». Cette vision réactionnaire, conclut Camerano, conduit Milei « *à considérer Donald Trump et Benjamin Netanyahu comme ses principaux modèles internationaux, tout en entretenant des relations étroites, voire intimes, avec les plus hauts dirigeants néofascistes d'Europe* ».

Solidarité italienne

En Italie, de nombreuses initiatives sont également mises en avant durant le mois de mars. Parmi elles, des événements organisés dans des universités et des églises ayant une longue tradition de solidarité, comme la Valdense, ainsi que des projections du film « [Identity](#) » dans plusieurs villes. Ce film est un témoignage poignant inspiré de la vie de [Daniel Santucho](#), le 133e petit-enfant à avoir retrouvé sa famille en juillet 2023, à l'âge de 46

ans.

Les actions de solidarité ont débuté par un colloque international qui s'est tenu du 4 au 6 mars à l'Université Roma Tre. Organisé par une quinzaine d'organisations italiennes, il a réuni une vingtaine de personnalités italiennes et argentines, dont **Enrico Calamai**, qui, en tant que consul d'Italie à Buenos Aires durant la dictature, a œuvré pour l'asile et protégé plus de 300 personnes, principalement des militants persécutés par les forces répressives.

Interviewé par <https://www.elcohetelaluna.com/un-angel-bilingue/> >**El Cohete a la Luna**, Calamai évoque encore, avec une grande émotion, des images de terreur et de répression :

« Des voitures sans plaques d'immatriculation circulent dans Buenos Aires. Les témoignages de proches de disparus venus au consulat déposer des demandes d'habeas corpus pour leurs fils ou filles disparus. Ceux qui sont venus au consulat en disant que si on les laissait à la rue, la torture et la mort les attendaient. En un mot, la violence cachée, en contraste avec la normalité apparente de la vie dans une ville comme Buenos Aires ».

Selon Calamai, un examen attentif du passé « *nous aide à comprendre le présent* ». Et il nous permet de renforcer la solidarité à une époque très complexe en Amérique latine, où « les États-Unis promeuvent une politique suprématiste de plus en plus violente et arrogante envers le Venezuela, le Mexique, la Colombie, Cuba et une grande partie du continent » et du monde.

Pour l'ancien diplomate italien, la reprise des ardeurs belliqueuses, principalement impulsée par l'Occident, est profondément inquiétante dans un contexte mondial où le bilan humain des deux guerres mondiales semble être oublié. Ce constat est aggravé par le fait que nous possédons aujourd'hui une technologie destructrice, dénuée de toute considération éthique, qui pourrait ouvrir la voie à l'anéantissement nucléaire . Une nouvelle guerre mondiale, conclut Calamai, pourrait anéantir toute possibilité de vie humaine, voire de vie tout court, sur Terre. « *Et tout cela se déroule dans l'indifférence générale, semblable à celle qui a prévalu en Argentine face au phénomène des disparitions* ».



Solidarité avec l'Argentine en Italie

La France fraternelle dit « présent »

Comme en Suisse, en Italie et dans d'autres pays du continent, le mois de mars est également désigné « **Mois de la Mémoire** » en France, comme en témoigne le vaste programme d'initiatives organisé à Paris par l'[Assemblée des Citoyens Argentins de France \(ACAF\)](#). Le 4 mars, un premier colloque a proposé des témoignages et des

réflexions de militants de différents mouvements et organisations des années 1970. Quelques jours plus tard, un autre colloque offrira une analyse politique des coups d'État argentins à partir de 1930. Du 19 au 23 mars, trois activités culturelles et commémoratives seront organisées : la présentation de « [Un citoyen ordinaire au temps de la dictature](#) », le dernier ouvrage du journaliste de Río de la Plata, Víctor Hugo Morales ; le *Parcours de la Mémoire*, qui permettra de découvrir plusieurs lieux parisiens liés à la résistance argentine des années 1970 ; et la projection à Paris-Cité Université du film « [Moi, sœur Alice](#) », du réalisateur Alberto Marquardt. Le 24 mars, la communauté argentine et latinoaméricaine, avec le soutien de divers partis et syndicats, a appelé à une [manifestation massive](#) aux abords de l'ambassade d'Argentine, lieu emblématique des manifestations de solidarité depuis cinq décennies.

Avec ce programme, l'ACAF vise avant tout à « *rendre hommage aux 30 000 personnes disparues, non seulement en dénonçant le terrorisme d'État, mais aussi en reconnaissant les événements et les motivations qui ont poussé tant de jeunes à s'engager politiquement à cette époque* », comme l'explique María Laura Stirnemann [\[1\]](#), l'une des organisatrices, lors d'un entretien téléphonique. Fille d'un père disparu et d'un ancien prisonnier politique, María Laura Stirnemann et sa sœur ont été à l'origine de la création de HIJOS en France dans les années 1990 et ont joué un rôle déterminant dans la fondation de l'ACAF en 2016.



Si l'existence de cette Assemblée pendant une décennie a démontré une vertu, c'est bien celle de l'unité dans la diversité. De plus, son engagement en faveur de la mobilisation et de la protestation contre les projets néolibéraux en Argentine a été manifeste, tissant un solide réseau de soutien au sein de la société civile française. « *De nombreux responsables de partis progressistes et de syndicats nous soutiennent depuis longtemps. Et nous comptons à nouveau sur eux pour la manifestation du 24 mars* », souligne Stiernemann. Actuellement, comme toujours, ajoute-t-elle, « nous cherchons à déconstruire le discours dominant sur l'Argentine et à déconstruire les mensonges qui circulent ». Selon elle :

« On trouve davantage d'articles de presse qui font l'éloge de Milei que de ceux qui le critiquent. Il est essentiel de raconter la véritable histoire du quotidien du peuple ; de dénoncer la tentative du gouvernement de démanteler toute la construction collective de la Mémoire, de la Vérité et de la Justice ; de s'opposer au négationnisme de ce gouvernement rétrograde ; de dénoncer les violences policières et les mécanismes de répression actuels ; de confronter la nouvelle réforme du travail aux conséquences sociales et à la perte de droits qu'elle entraîne ».

Une critique qui propose des alternatives. Une dénonciation qui éveille les consciences. Des slogans qui définissent les priorités. Comme le conclut la Déclaration suisse : « Plus jamais de terrorisme d'État. Non au projet socio-économique de Milei. Non au négationnisme sous toutes ses formes, où que ce soit sur la planète ». Plus que jamais, il est temps de renforcer la solidarité internationale active qui renaît en ce mois de mars, à l'aube du printemps européen.

Sergio Ferrari pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 8 mars 2026.

***Sergio Ferrari** (1953) Journaliste argentin, installé en Suisse, où il collabore régulièrement avec des médias helvétiques, européens et latino-américains. Auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages, dont « *Sembrando Utopía* », « Nicaragua : L'aventure internationaliste », « *El otro lado de la mirilla* », « *Leonardo Boff : Anwalt der Armen* » (Leonardo Boff, avocat des pauvres), « Ni fous, ni morts », etc. Militant du syndicat suisse de la communication, [Syndicom](#) depuis sa fondation et membre de son comité national du secteur presse jusqu'en décembre 2024.

[Traduit pour et depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 8 mars 2026.

[1] [STIRNEMANN Maria Laura. Née en 1971 à Olavarría, province de Buenos Aires en Argentine, Maria Laura est la fille de Mario et de Laura Stirnemann tous deux militants dans les années 70. En 1974, Laura enceinte de 5 mois est arrêtée avec Maria Laura âgée alors de 4 ans et amenée dans un des centres clandestins installés autour de Buenos Aires, elles y restent 15 jours et subissent des tortures. Silvina, l'enfant de Laura, naîtra en prison. Mario sera porté disparu le 4 novembre 1975. Laura passe 7 ans en prison et en sort contrainte à l'exil en France, elle ne pourra y faire venir ses filles qu'un an plus tard, grâce à l'aide d'Amnesty internationale et la fondation de Mme Mitterrand.

A Paris, Maria Laura étudie l'anthropologie et en 1994, elle décide de faire un voyage en Argentine où elle découvre sa nécessité incontournable de retrouver les restes de son père disparu. Elle y parvient par le biais d'une enquête de 4 mois où elle découvre l'existence d'un groupe d'anthropologues légistes qui travaillent sur l'identification des corps. Mario sera inhumé en juillet 1994 et enterré par toute la famille à Olavarria.

De retour en France, avec d'autres enfants de disparus, Maria Laura crée l'association Hijos-Paris, pour lutter contre les lois d'impunité alors en vigueur en Argentine. Aujourd'hui Hijos-Paris mène une campagne pour l'identité en France, dans l'espoir de retrouver des enfants volés pendant la dernière dictature et qui vivraient encore sous une fausse identité en Europe. Maria Laura exerce en France en tant que graphiste indépendante et auteur-compositeur, membre de la Sacem. **Fuente** : Grands-Mère de la Place de Mai. Photographie des années de lutte (Hijos-Paris, 2017)